



Bureau de la réglementation
et des élections

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation
d'exploiter un parc zoologique délivrée à TOUROPARC-SAS LIVET, ROMANECHÉ THORINS**

N° *DCL- BREV. 2023-233-1*

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le règlement (CE) n°338/97 modifié du conseil européen en date du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

Vu le règlement (UE) 2016/429 du parlement européen et du conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale («législation sur la santé animale»)

Vu la directive 1999/22/CE du conseil européen du 29 mars 1999 relative à la détention d'animaux sauvages dans un environnement zoologique ;

Vu le code de l'environnement et notamment les titres premiers des livres II, IV et V, parties législatives et réglementaires ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la rubrique n°2140 concernant les installations fixes et permanentes de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques, à l'exclusion des magasins de vente au détail ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

Vu l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la métropole ;

Vu l'arrêté du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;

Vu l'arrêté du 16 octobre 2018 relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations détenant des suidés dans le cadre de la prévention de la peste porcine africaine et des autres dangers sanitaires réglementés ;

Vu l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

Vu l'arrêté du 2 mars 2023 portant mise à jour de la liste des espèces animales et végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2014028-0001 en date du 28 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°DLPE-BENV-2015-355-1 du 21 décembre 2015 ;

Vu l'avis de la commission départementale nature paysages et sites siégeant en formation « Faune Sauvage Captive » en séance du 23 mai 2023 ;

Vu la présence de titulaires de certificats de capacité au sein du parc animalier ;

Vu la demande de modification de la liste des espèces animales autorisées au sein du parc zoologique transmise par M. Thomas GERVAIS, directeur général de TOUROPARC-SAS LIVET, en date du 25 février 2023 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement présenté au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 18 juillet 2023 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 18 juillet 2023 ;

Considérant que l'autorisation d'ouverture peut être accordée si les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publique ainsi que pour la protection de la nature et de l'environnement, peuvent être prévenus par les mesures prescrites dans le présent arrêté, en ce qui concerne les conditions d'aménagement et d'exploitation de l'établissement ;

Considérant que le parc est sous la surveillance zoologique de deux titulaires de certificats de capacité pour la présentation au public d'animaux appartenant à la faune sauvage ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire :

A R R E T E

ARTICLE 1 : ESPÈCES AUTORISÉES AU SEIN DU PARC ZOOLOGIQUE

L'arrêté préfectoral n°DLPE-BENV-2015-355-1 du 21 décembre 2015 est abrogé.

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n°2014028-0001 du 28 janvier 2014, fixant la liste des espèces animales autorisées au sein du parc zoologique exploité par la société TOUROPARC-SAS LIVET, est abrogée et remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Le nombre de spécimens détenus est compatible avec la capacité d'accueil du parc afin de satisfaire aux impératifs biologiques des animaux présents.

ARTICLE 2 : GESTION DES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

2-1 Conditions de détention

Les spécimens sont munis d'un marquage individuel et permanent, sous la responsabilité d'un titulaire du certificat de capacité.

Les spécimens sont détenus en permanence dans des conditions permettant d'assurer leur bien-être et d'éviter toute fuite dans le milieu naturel, ainsi que tout impact potentiel sur l'environnement, la sécurité et la santé des personnes et des autres animaux conservés dans l'établissement.

2-2 Conditions de transport :

Les spécimens sont transportés dans un véhicule disposant d'une autorisation pour le transport d'animaux vivants. Le titulaire du certificat de capacité les accompagne pendant toute la durée du transport.

Durant leur transport, les animaux de ces espèces sont placés dans des contenants / installations empêchant leur évasion.

2-3 Prévention des risques de fuite ou de propagation :

Ces espèces sont maintenues dans des enclos étanches pour éviter toute échappée.

Les effectifs sont contrôlés quotidiennement par le personnel.

Un système de surveillance permanent et un plan d'intervention d'urgence en cas de fuite ou de propagation sont mis en place.

2-4 Prévention des risques sanitaires :

À l'arrivée dans l'établissement, les spécimens sont maintenus en quarantaine dans le local prévu à cet effet. Aucun contact avec le public n'est autorisé.

2-5 Devenir des spécimens :

Les spécimens peuvent être cédés et transportés vers un autre établissement autorisé, en France ou dans un autre État membre de l'Union européenne, à condition de bénéficier de l'autorisation administrative délivrée au titre des articles L.411-6 et R.411-40 et suivants du code de l'environnement. Cette autorisation n'est pas nécessaire pour le transport des spécimens vers un site de destruction. Cependant, toute mesure doit être prise afin d'éviter une introduction dans le milieu naturel.

2-6 Déclaration des incidents et accidents :

L'établissement TOUROPARC est, et demeure responsable des accidents, des dégâts et des nuisances pouvant être occasionnés par les animaux hébergés dans son établissement.

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer au Préfet de Saône-et-Loire, les accidents ou incidents concernant les installations ou activités et qui sont de nature à porter atteinte à l'environnement, aux personnes ou aux espèces en captivité dans l'établissement.

L'établissement doit prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

L'établissement communiquera à la direction départementale de la protection des populations, un bilan des mouvements des effectifs de ces espèces en même temps que la transmission trimestrielle des

autres effectifs du parc.

L'autorisation de détention de ces espèces peut être retirée ou suspendue à tout moment, si les conditions fixées par le présent article ne sont pas respectées, notamment en cas de fuite ou de propagation des spécimens concernés ou en cas d'événements imprévus ayant des effets néfastes sur la biodiversité ou sur les services écosystémiques, sur la sécurité et la santé des personnes ou des autres espèces détenues dans l'établissement

ARTICLE 3 : VISITES NOCTURNES

L'exploitant peut organiser des visites nocturnes des installations habituellement visitées par le public sauf dans le cadre des activités nécessitant un contact étroit entre le public et les animaux (journées VIP, passion-soigneurs, visites privilège).

Pendant ces visites, la sécurité des personnes et du personnel doit être assurée. Elles font l'objet de procédures de travail spécifiques adaptées.

Les aménagements et l'organisation de ces visites ne doit ni gêner la tranquillité des animaux ni entraver le bien-être des animaux.

Cette activité ne doit pas être source de nuisances supplémentaires pour le voisinage.

ARTICLE 4 : MESURES DE BIOSÉCURITÉ

Les prescriptions des arrêtés suivants s'appliquent à l'installation :

- Arrêté du 16 octobre 2018 relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations détenant des suidés dans le cadre de la prévention de la peste porcine africaine et des autres dangers sanitaires réglementés
- Arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains

ARTICLE 5 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Romanèche-Thorins et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Romanèche-Thorins pendant une durée minimum d'un mois, procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant TOUROPARC-SAS LIVET.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION ET COPIES

Madame la secrétaire générale de la préfecture, monsieur le maire de Romanèche-Thorins, madame la directrice départementale de la protection des populations, madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire,
- Monsieur le directeur de l'agence régionale de santé de Bourgogne,
- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de Saône-et-Loire,
- Le Bureau de la Défense et de la Sécurité Civile de Saône-et-Loire,
- La société TOUROPARC - SAS LIVET, implantée à Romanèche-Thorins.

Fait à Mâcon, le

21 AOUT 2023

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

